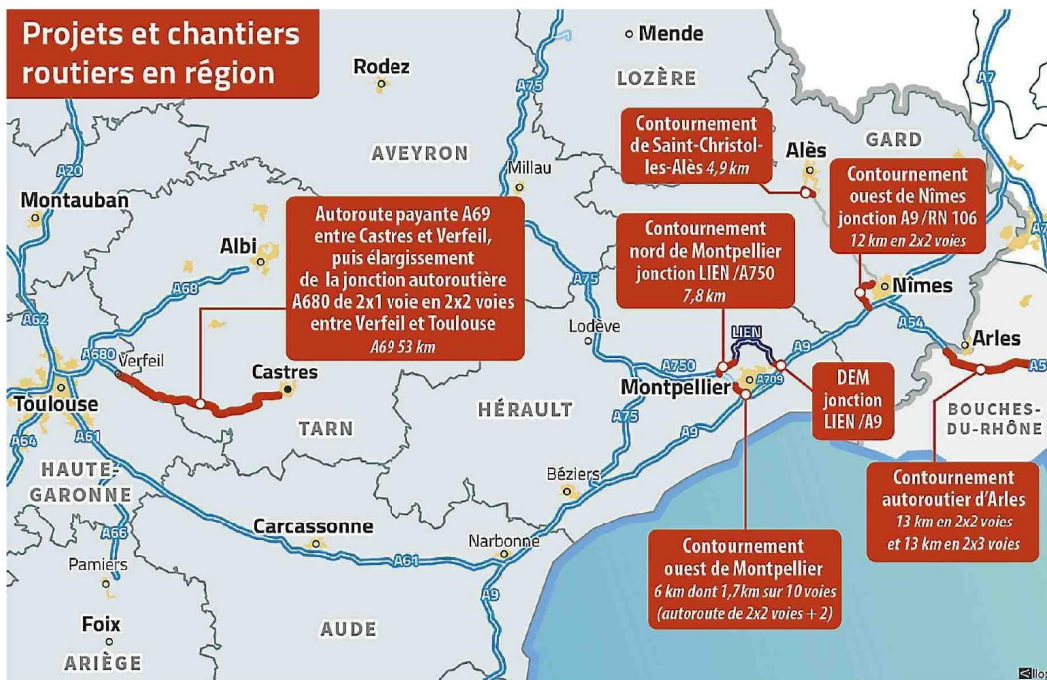


Le bitume n'a plus la cote ? La déroutée des routes, ce collectif qui se bat contre 55 projets routiers en France, jugés trop coûteux - 13 milliards d'euros au total - et surtout écicides, en est persuadé. Le plus médiatique est en région, l'A69 entre Castres et Toulouse pousse même certains militants à faire la grève de la faim, mais d'autres de ces projets se trouvent en Occitanie. Tour d'horizon...



Ces militants qui veulent... la déroutée des routes de demain

AMÉNAGEMENT

Lien, COM, DEM, CONîmes... Comme l'A69 dans le Tarn, plusieurs projets routiers dans l'Hérault et le Gard sont la cible de fortes oppositions. Illustration d'un changement d'époque.

Les oppositions aux projets routiers s'intensifient, en Occitanie comme partout en France. Une centaine de chantiers sont vertement contestés par des associations réunies dans une coalition - la Déroutée des routes. Laquelle demande un moratoire général « contre les projets destructeurs ». Partout, les recours pleuvent, les mobilisations sur les tracés font du bruit. Parfois, cela déborde. L'occasion pour les autorités de dénoncer l'incivilité des groupes écologistes très majoritairement pacifiques : « Nous sommes des citoyens qui cherchons à défendre ce qui nous semble juste, contre l'État et les collectifs qui se déchargent de leur responsabilité d'organiser les mobilités auprès de géants de la construction comme Vinci », plaide Céline Scornavacca, du collectif AutreCom, opposé au projet de Contournement ouest de Montpellier tel qu'il est proposé : « Une route existe, pas besoin de faire une nouvelle autoroute qui ne fera que générer du trafic supplémentaire. »

« Une question de survie de l'espèce humaine »
La militante est scientifique et réfute tout débordement. La loi, rien que la loi : « Avec la coalition, cela permet d'échanger des données, des arguments, de se soutenir économiquement mais aussi psychologiquement, face à la haine - que les combats contre les projets parfois suscitent. Car le grand public, celui qui concède dans des embouteillages que ces

grands projets sont censés résorber, reste majoritairement favorable à une avancée des travaux. Voilà qui a de quoi parfois créer des dissensions au sein d'une même majorité. Comme à Montpellier, où le maire et président de la Métropole Michaël Delafosse, est favorable au contournement ouest dès lors qu'il n'est pas financé par la puissance publique. Mais la frange écologiste est, elle, « totalement opposée au tracé, qui consiste à faire une autoroute dans une ZFE, sans consulter les élus, ce qui est un comble », tonne l'adjoint écologiste Manu Reynaud. Lequel exige « l'arrêt de tous les projets routiers, sans exception. Il faut repenser l'intégralité de notre modèle, c'est une question de survie de l'espèce humaine. » Pas moins !

« La France moche »
Céline est militante au sein de deux associations : Bloque ton périph et SOS Oulala. Elle était de la manifestation près du pic Saint-Loup pour contester l'achèvement du dernier tronçon du Lien, la Liaison intercantonale d'évitement nord de Montpellier, voici huit jours : « Ce Lien, c'est une déferlante qui va accentuer le trafic de camions. Mais surtout, tout le long de cet axe qui va reliait l'A750 à l'A9, vont se construire des ZAC, des centres commerciaux, des entrepôts logistiques... Bref, cette France moche contre laquelle le gouvernement veut lutter. » Céline ne comprend pas « ces vieux projets d'un autre temps,

qui détruisent les terres et la biodiversité et qui, comme le doublement de l'A9 ne résolvent pas les problèmes de trafic ». Le Lien, un projet qui date de... 1988. Mais pour le M. Route du Département de l'Hérault, Philippe Vidal, « ce n'est plus un projet, c'est un chantier. Une réalité, 40% de la nouvelle portion est faite. » L'élu suit les oppositions et se montre légaliste en appliquant les décisions de justice : « Au contraire des zadistes, qui utilisent les voies judiciaires quand cela les arrange mais qui s'en affranchissent quand elles ne leur sont plus favorables, n'hésitant pas à casser, violenter. » Il estime qu'une grande majorité de la population « est favorable au Lien. Il suffit de traverser Grabels tous les matins pour comprendre pourquoi. » Et puis, dit-il, « sur les 85 M€ que coûte ce chantier, 9 M€ sont des mesures environnementales, pour replanter 60 000 arbustes et 1 100 arbres et protéger 150 espèces de la faune et de la flore ».

Un dossier de 2 000 pages
Ce genre d'arguments, à l'ouest de Nîmes, on n'y croit guère. L'association Caveirac Vaunage redoute qu'un autre projet routier, le Contournement ouest de Nîmes, long de 12 km pour reliait l'A9 à la RN 106 vers Alès, ne vienne « détruire la garrigue. Un secteur préservé, qui fait le bonheur de tant d'usagers de la nature », disent Thierry Codou et Laurent Schneider. Les deux sexagénaires n'ont rien des militants zadistes ou éco-bobos souvent caricaturés. « Notre association, à la base, avait pour objet la défense du cadre de vie de notre village. En épluchant les 2 000 pages du dossier d'enquête publique du CONîmes, on s'est rendu compte qu'il va non



Les militants se retrouvent régulièrement sur le Lien pour tenter de faire stopper le chantier. SYLVIE CAMBON

seulement détruire 180 ha de nature, mais aussi induire une hausse de la circulation de 35% sur la RD 40 qui traverse la Vaunage. Il est emblématique de ces projets routiers vieux de 30 ans qui ne sont plus adaptés aux réalités. » Caveirac Vaunage, qui a rejoint la Déroutée des routes, comprend en partie la demande des élus d'Alès de désenclaver la ville, en fluidifiant le trafic à la sortie de l'A9. Au point d'avoir étudié une alternative, « sur l'axe existant de la RN106, où il y a déjà du foncier pour élargir les voies,

avec des ouvrages d'art au-dessus des ronds-points dans la traversée de Nîmes. Le tout avec des murs antibruit... et surtout des solutions pour réduire le nombre de voitures. » Par exemple un tram-train, le long de la voie verte entre Sommières et Nîmes qui pourrait séduire 6 000 des 22 000 automobilistes qui passent à chaque jour. Leur dossier est sur le bureau du ministre des Transports, qui doit bientôt décider de signer - ou pas - la déclaration d'utilité publique du CONîmes, étape obligatoire pour tout projet routier. S'il va-

lide le dossier en l'état, Thierry Codou et Laurent Schneider, continueront de s'opposer. « Par les voies légales. » Retour à Montpellier où le Département planche sur un autre projet à 70 M€ environ, la Déviation est de Montpellier (DEM), entre Castelnaud-le-Lez et l'A709, pour boucler avec le COM un périmètre de la ville. La phase de concertation publique, en 2019, avait déjà révélé des oppositions parmi les riverains. « La loi nous confère l'obligation d'aménagement du territoire et au regard du trafic qui augmente sans cesse à Montpellier, ce tronçon est absolument nécessaire », défend à nouveau Philippe Vidal. L'élu relève : « On a bouclé, ces dernières années, six contournements, bientôt la rocade de Béziers après dix ans et 100 M€ de travaux. Sur tous ces chantiers, tout s'est bien passé. On peut encore faire des routes aujourd'hui sans contestation. » Jusqu'à quand ?
Y. Puvillon et L. Trabucchet

Le contournement d'Arles enterré ?

« Il faut qu'on soit cohérent : à l'heure de la planification écologique, on ne peut pas faire comme avant. » Même le ministre des Transports s'y met. Tout en défendant l'A69 entre Castres et Toulouse, Clément Beaune a assuré, fin septembre sur France Inter, qu'il pourrait remettre en question des projets routiers encore à l'étude. Notamment le contournement d'Arles, censé faire la jonction entre l'A54 et l'A9 sur l'axe Marseille - Nîmes d'ici 2028. S'il est attendu par nombre d'automobilistes, il est aussi fortement contesté par les riverains et les associations, qui dénoncent l'impact sur le patrimoine paysager et la biosphère de la Camargue.